



Partisan



N°222 · NOVEMBRE 2008

1,50 EURO

LE CAPITALISME EST MALADE.

AIDONS-LE À CREVER :

ORGANISONS NOUS !



NPA PAGE 4

SANS-PAPIERS PAGE 5

MANIF VICHY 3 NOV PAGE 6

ET AUSSI

DE QUEL PARTI
AVONS-NOUS
BESOIN ?

LA LUTTE
NE FAIT QUE
COMMENCER !

NON
À L'EUROPE
IMPÉRIALISTE !

LA CRISE PAGE 3

AFGHANISTAN PAGE 7

NÉPAL PAGE 7

RSA PAGE 8



EDITORIAL

CRISE ? PAS DE LAMENTATIONS ! EN AVANT ! ORGANISONS-NOUS !

La crise ! Du président au politicien inconnu, de la droite à la gauche, il est difficile de trouver un libéral convaincu. Tous font surenchère dans la dénonciation des spéculateurs, des patrons incapables aux parachutes dorés. Tous dénoncent avec plus ou moins de conviction la faillite du système, en appellent à la responsabilité sociale des entreprises, et au rôle régulateur de l'Etat. Tous souhaitent voir l'économie «réelle» triompher de l'économie spéculative.

LE PROBLÈME EST QU'IL N'Y A PAS UNE ÉCONOMIE «RÉELLE» ET UNE AUTRE QUI NE LE SERAIT PAS, un capitalisme respectable, parce qu'industriel, et un autre immoral, parce que spéculatif. Industrie et finance sont deux aspects indissociables, au stade actuel de son développement impérialiste, du capitalisme. Ce qu'a montré Lénine il y a un siècle. Les monopoles ont besoin de la finance, de la Bourse, pour mobiliser les capitaux nécessaires à leurs investissements. Sans la finance, le crédit et de l'endettement des consommateurs, ils ne pourraient pas produire et écouler leurs produits. Ces entreprises spéculent elles-mêmes sur les devises ou les placements boursiers... Et puis ce capitalisme industriel, celui qui investit dans la production, c'est celui qui dégage dans notre exploitation les profits que tous se partagent. **CE CAPITALISME «MORAL», C'EST NOTRE EXPLOITEUR DIRECT.**

LA CRISE FINANCIÈRE N'EST PAS UN ORAGE DANS UN CIEL SEREN. Elle est là parce que depuis de nombreuses années, aux USA d'abord, mais aussi dans le reste des vieux pays capitalistes, les débouchés de l'industrie n'étaient soutenus que par l'endettement des Etats et des particuliers, par la mise sur le marché, grâce au crédit, d'une masse monétaire croissante. Masse qui alimentait la spéculation. Cela ne pouvait durer éternellement. La crise financière est révélatrice de la crise économique latente. Elle va l'aggraver. Pas besoin d'être grand économiste pour voir la suite du film. L'expérience des ouvriers est que, quand le capitalisme va bien, ils en tirent quelques miettes. Quand il va mal, c'est eux qui paient la facture.

LA DÉNONCIATION DES EXCÈS DE LA FINANCE, DES REQUIS DE LA SPÉCULATION, des responsables de la crise financière, permet, en condamnant des individus, ou même des sociétés taxées de malhonnêtes, de protéger le système social qui les produit. De l'UMP au PS et même plus à gauche, nombreux sont ceux qui cherchent à nous faire croire qu'ils veulent et qu'ils peuvent contrôler les forces du capital. **MAIS AUCUN D'EUX NE MET EN CAUSE LE CAPITALISME LUI-MÊME, LES RAPPORTS SOCIAUX SUR LESQUELS IL EST FONDÉ.** Même si qui comme le PCF, ils en viennent à parler de sa faillite.

LA CRISE FINANCIÈRE VA AGGRAVER LA CRISE «MORALE» DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE. La défiance à l'égard «du système» va croissant. Celle aussi à l'égard des hommes de la bourgeoisie qui s'en faisaient les défenseurs et en sont devenus les censeurs hypocrites. Mais les critiques portent sur les excès, le scandale, les abus, les mensonges, la rapacité ou l'incompétence. Tous les qualificatifs sont bons pour dénoncer sans remettre en cause l'essentiel. Cette crise morale peut nourrir aussi bien la réaction populiste fascisante, qui ne craint pas d'être anti-capitaliste, que le réformisme, ou que la révolution. **LE POPULISME** parmi les couches petites bourgeoises touchées dans leur patrimoine qui en appellent à un Etat fort. **LE RÉFORMISME** de la petite bourgeoisie salariée qui cherche dans l'état, la nationalisation, les emplois publics la sortie de crise. Elle peut aussi nourrir **LA VOLONTÉ D'EN FINIR AVEC LE CAPITALISME ET SON ETAT...** C'est à cela que travaille Voie Proletarienne !

CAR L'ETAT BOURGEOIS... VOILÀ NOTRE ENNEMI, LE PLUS RÉSOLU ! Il n'est pas neutre. Voyons ce qui se passe ! Face aux banquiers défailtants, il assure son rôle de capitaliste collectif en cause l'essential. Comme en 1937, il avait sauvé les sociétés de chemin de fer en créant la SNCF, pour le bien de tous les capitalistes. La leçon de la crise, c'est que la bourgeoisie sait agir comme une classe solidaire lorsqu'elle est mise à mal par ses propres contradictions. Au niveau mondial comme national, grâce à l'Etat et aux institutions internationales (FMI, banque mondiale, OMC) qui sont les instruments de sa domination... **ET NOUS, FACE À EUX, OUVRIERS ET TRAVAILLEURS DE FRANCE OU DU MONDE, NOUS SOMMES DIVISÉS, NON SEULEMENT PARCE**

QU'INORGANISÉS, MAIS ENCORE PARCE QUE NOUS NE SOMMES PAS UNIS SUR NOS INTÉRÊTS PROPRES, NI ASSEZ SOLIDAIRES.

Nationaliser les banques, renforcer le rôle de l'Etat, créer des emplois publics (mais lesquels et selon quelles critères) n'empêchera pas que ce soit les travailleurs exploités, d'ici ou des pays dominés, qui paieront le prix du redressement du capitalisme. Cela n'en déplaît à tous ceux qui croient que l'Etat est un arbitre au-dessus des classes. Soyons clairs ! La question n'est pas de savoir si les travailleurs payeront ou pas le prix de la crise. Les partis qui posent «naïvement» la question «enfument» les travailleurs. Ils savent déjà qui paiera ce redressement... même si par nos luttes, indispensables, nous réussissons à en atténuer les impacts les plus durs, en imposant des concessions à la bourgeoisie.

La vraie question est de **SAVOIR SI LES TRAVAILLEURS SORTIRONT DE LA CRISE PLUS FORTS ET ORGANISÉS.** Non pas dans leur masse, car les périodes de crise poussent à la concurrence et à l'individualisme. Non ! La question est de savoir si ceux qui parmi nous sont les plus conscients prendront en main la construction d'une organisation révolutionnaire, d'un parti communiste qui sortira aguerri de cette crise. Et ce parti ne peut pas être seulement anti-capitaliste ! Dans cette période de crise, l'anti-libéralisme, **L'ANTI-CAPITALISME (COMME CELUI DU NPA) N'EST PAS UNE DÉLIMITATION SUFFISANTE.** Il dénonce les excès du «système», pas sa nature, ni le rôle de l'Etat.

La délimitation est entre ceux qui veulent construire une organisation qui se donne pour but le renforcement du rôle de l'Etat bourgeois, et des illusions qui s'y rattachent, et ceux qui veulent une **ORGANISATION QUI ŒUVRE À SA DESTRUCTION RÉVOLUTIONNAIRE.** Destruction qui est la condition d'un vrai pouvoir ouvrier, organisé dans un Etat de type nouveau, préalable à la marche au communisme.

C'EST L'OBJECTIF QU'À VOIE PROLÉTARIENNE NOUS NOUS FIXONS ! C'est-à-dire : regrouper des travailleurs, nous unir avec d'autres groupes militants sur des bases claires, nous former pour être à la hauteur des défis posés par la crise ! En avant !

HARDI ! CAMARADES DE GOODYEAR !

Vous écrivez que vous avez des contre-propositions à faire au patron pour qu'il fasse des gains de productivité mais autrement qu'en vous faisant passer en 4x8. Nous vous le disons en toute amitié et en toute fraternité, **NE METTEZ PAS LE DOIGT LÂ-DEBANS !** Ne vous laissez pas entraîner sur ce terrain de la productivité, c'est le terrain des patrons. Gagner en productivité, ça veut dire augmenter les profits... en baissant les coûts ! Ca, c'est le besoin des patrons. Pas le nôtre ! Partez de vos besoins à vous : un rythme de travail moins fatigant, l'amélioration de la sécurité de vos machines, le maintien des postes de travail, l'embauche des intérimaires, la fin du travail aux pièces... Il ne faut pas se leurrer : toutes nos revendications ont un coût et sont incompatibles avec la hausse de leurs profits. A chaque fois que nous gagnons sur nos revendications, nous les faisons cracher au bassin. Et c'est bien sûr pour ça qu'ils ne cèdent pas si facilement et qu'il nous faut un rapport de force. Et à chaque fois qu'ils baissent les coûts, nous le subissons d'une façon ou d'une autre. La lutte entre patrons et ouvriers est une lutte classe contre classe. Et puis toute l'énergie et le temps que vous passerez à réfléchir et à expliquer comment faire des gains de productivité, ce sera ça en moins d'énergie et de temps passés à les empêcher de broyer nos vies. Surtout ne les aidez pas à chercher un autre moyen d'augmenter la productivité ! A ce jeu-là, nous perdons à chaque fois.

Ils ne sont pas aussi incompetents que vous le dites. En essayant de vous imposer les 4x8 et en vous menaçant de licenciements, ils cherchent à baisser leurs coûts de production. Du point de vue de leurs intérêts de patrons, ce n'est pas de l'incompétence. Les dirigeants de Goodyear font ce pour quoi ils sont grassement payés.

Nous ne vous dirions pas tout cela et nous ne vous mettrions pas en garde de façon aussi directe si nous ne voulions pas tout comme vous la victoire, et si nous n'en avions pas marre de voir nos luttes se fracasser toujours sur les mêmes écueils. Chaque jour où vous tenez tête et où vos patrons se retrouvent contraints de reculer est un jour savoureux. Hardi, très cher(e)s camarades de Goodyear Dunlop, que la force soit avec vous !

TEXTE INTÉGRAL SUR NOTRE BLOG OVALACGT

Chantage à Renault

La direction de Renault annonce 1000 suppressions d'emplois à Sandouville, près du Havre, arguant de mauvaises ventes de la Laguna. La CGT a fourni au journal *l'Humanité* des documents internes qui révèlent que les constructeurs utilisent la menace sur l'emploi pour imposer baisses de salaires et flexibilité du travail. Ces documents aident les cadres dans leurs luttes contre les grèves. Par exemple, sont présentés comme positifs les «pactes sociaux» signés en Allemagne par le gouvernement et le syndicat IG Metal qui maintiennent «les bas salaires dans l'ex-Allemagne de l'Est, la baisse du coût du travail à l'occasion des 35 heures et de la pluriannualisation, puis le retour aux 40 heures sans compensations, le gel des salaires, la poursuite de la baisse d'effectifs.» Cet

accord est qualifié de «nationalisme de l'emploi, partagé entre les politiques, l'entreprise et les syndicats.» En Espagne, les syndicats de SEAT refusent de travailler 5 jours fériés, une partie de la production est délocalisée en Slovaquie. Le texte parle de «punition» des syndicats de SEAT. A chaque lancement de modèle, des menaces sont faites afin que les ouvriers acceptent la politique patronale. Mais les luttes continuent, par exemple en mai à Sandouville, 1000 ouvriers ont fait grève pour les retraites, et les luttes de PSA sont encore dans nos mémoires. L'unité internationale des travailleurs de l'automobile existe aussi avec les réunions du CITA (Conseil International des Travailleurs de l'Automobile) à laquelle nous appelons à participer.

Valentin

SERVICE MINIMUM D'ACCUEIL ENFIN UNE POSITION DE REFUS !

Face à la grève du 7 octobre, un ensemble de 25 municipalités PC-PS du 95 ont enfin pris une position commune de refus d'assurer le SMA des enfants en classe maternelle, mis en place par Darcos. De son côté, Delanoë l'a appliqué à Paris, finie l'image du gentil PS social... Le refus des 25 municipalités s'appuie sur les trois arguments suivants : **1)** Une remise en question du droit de grève des enseignants ; c'est évidemment l'essentiel. **2)** Une absence de concertation avec élus, parents d'élèves, enseignants. Certes, mais aurions-nous accepté la concertation sur une mesure réactionnaire qui rétrécit les droits des salariés ? Quel intérêt avons-nous à cogérer les mesures de régression sociale ? **3)** Un dispositif inapplicable, puisque, sur Saint-Denis par exemple, il aurait fallu recruter entre 180 et 750 agents en 48 heures. Rappelons que les indemnités prévues

pour ces «briseurs de grève» sont de l'ordre de 100 euros la journée. Plus que ce que gagne un instituteur ! Mais la pénurie d'emploi pourrait bien amener des candidats... Méfions-nous de cet argument «technique» qui pourrait bien se retourner contre nous !

Conclusion. Une seule position claire : défense du droit de grève, refus des restrictions, opposition de masse au mépris de la grève par Sarkozy qui a déclaré que désormais, quand il y avait une grève en France, cela ne se voyait même plus.

LA GREVE EST NOTRE CONQUÊTE ET NOTRE DROIT ! DEFENDONS-LE SANS CONDITIONS RESTRICTIVES !

Appel aux lecteurs : Si dans votre le SMA s'est mis en place, comment ? Et quelles réactions cela a-t-il suscité ?

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bohigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 4^e trimestre 2008. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n°48 93802 Epinay/Seine cedex France

contact@vp-partisan.org

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €
UN AN SOIT 10 NUMÉROS SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €
UN AN SPÉCIAL DIFFUSION SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPL. SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPL. POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES À L'ÉTRANGER, TARIF POUR UN AN : 30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP n° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : n° 23 743 83 G PARIS



Crise

Le capitalisme est comme un grand paquebot heurté par un iceberg. En sombrant, il nous entraîne. Les victimes du Titanic étaient beaucoup plus nombreuses dans les troisièmes classes et l'équipage (25% de survivants seulement) que parmi les passagers de première classe (62% de survivants). Déjà, on peut voir au secours de qui les Etats se précipitent.

Le capitalisme est malade. Aidons-le à crever.

Habituellement, dans une crise, les petits capitalistes, les plus fragiles, coulent d'abord. Cela permet les concentrations. La particularité de cette crise par rapport aux précédentes, c'est que les très gros coulent en premier.

NATIONALISER LES PERTES. Mais l'Etat est là. Fanny et Freddy (les détenteurs des titres immobiliers US) ainsi que le gros assureur AIG ont été sauvés par la nationalisation. A chaque fois, l'Etat US a mis la main à la poche. En Europe, la France, la Grande Bretagne, le Benelux, suivent avec des montants moindres. Par exemple l'Etat français, en quelques heures, a trouvé 5 milliards pour sauver Dexia. Alors qu'il y a quelques mois, Sarkozy disait que les caisses étaient vides. Des deux cotés de l'Atlantique, on est dans un cas typique de nationalisation des pertes. Mais ils ont fait plus fort encore.

700 MILLIARDS AU SECOURS DES PLUS GROSSES BANQUES D'AFFAIRE. Le plan de Paulson, le secrétaire d'Etat au Trésor US, consiste à récupérer des titres dévalués et à les mettre dans une structure financière spéciale. 700 milliards de dollars qui vont être supportés par les contribuables américains. Goldman Sachs, JP Morgan et les autres banques d'affaire pourront ainsi continuer à voguer et à pirater. Ce n'est même plus une nationalisation d'entreprise, mais un rachat par l'Etat de ce qui ne vaut plus rien. C'est 50 fois ce qu'avait fait l'Etat français pour le Crédit Lyonnais. A l'époque, les Guignols de l'Info nous avaient régalez en titrant : «*Le casse du siècle*». Il est largement dépassé.

Même la manière rappelle le braquage : vitesse de l'opération, montants immenses, empêcher les victimes de réfléchir, et expliquer, révoler à la main, que si elles n'acceptent pas, ce sera bien pire. En fait, on ne sait même pas ce qui va être acheté, à quel prix et même les plus libéraux des économistes s'accordent à dire que cela ne suffira pas. C'est une création supplémentaire de dollars, alors qu'il y en a déjà trop, et qui reporte tout au plus l'effondrement.

UN PLAN PAULSON POUR L'EUROPE. Après le gouvernement irlandais, Sarkozy l'a proposé à ses pairs des quatre plus gros pays de l'UE. Quand il manque 5 ou 4 milliards dans les caisses de la Sécu pour un budget de 500 milliards, on a droit à un an de propagation dans les médias débouchant sur

des mesures qui restreignent nos droits. Mais, dans cette crise, après avoir expliqué un an avant que les caisses de l'Etat étaient vides, il est prêt à concocter un plan de sauvetage de plusieurs centaines de milliards portés par la puissance publique (et le contribuable). L'endettement des Etats, déjà immense, est en train de partir en vrille. Une faillite telle que l'a connue l'Argentine en décembre 2001 se profile.

LE RETOUR DE L'ETAT PROTECTEUR ? Les journalistes, les politiciens, suite aux interventions étatiques dans la crise financière, parlent du retour de l'Etat dans l'économie. Ce que la crise révèle de façon crue, c'est que l'Etat est le quartier général de la bourgeoisie. Le lieu où elle s'organise en classe. Éventuellement contre tel ou tel capitaliste. Les quelques exemples cités plus haut montrent que cet interventionnisme n'a rien de protecteur. C'est du vol à main armée. Prendre aux pauvres, prendre aux couches moyennes quand les premiers n'ont plus rien, et redistribuer aux riches. Entre les mains de ces derniers, les valeurs disparaîtront, mais les grands groupes financiers comptent ainsi sur la «puissance publique» pour survivre à la noyade.

QUE DEVIENNENT LES ACHETEURS INSOLVABLES ? Eux continuent à être expulsés de leurs maisons par la «puissance publique» c'est-à-dire la police. Les victimes des prêts variables sont évaluées à deux millions, pour le moment. En décembre dernier, Bush avait pris une mesure : rendre fixe pendant cinq ans les taux variables pour une catégorie d'emprunteurs. Pas question de le faire sur fonds public. Pas question non plus de porter secours à ceux qui étaient déjà tombés. Malgré le caractère très limité de la décision, les financiers avaient hurlé à l'interventionnisme. Ils le réclament aujourd'hui. Mais pour eux.

Deux poids deux mesures. L'ouvrier ou le chômeur qui a 25,75 euros de découvert, aura droit à des lettres de relance, des agios, les huissiers. Par contre quand une banque est à découvert, les ministres accourent pour lui porter secours. Et pas question de toucher aux biens personnels des financiers.

DES ATTAQUES EN RAFALE. Pour défendre leur système, leur copains, leurs richesses, les bourgeois qui nous dirigent n'auront qu'une solution : répartir les pertes sur les travailleurs. Pour payer, Sarkozy a quelques idées : il faut que l'Etat puisse «retrouver des marges de manoeuvre». Alors «l'année prochaine, c'est un total

sans précédent de 50 600 emplois qui seront supprimés dans la fonction publique». Bref, Sarkozy prend appui sur la crise pour justifier ses attaques et «accélérer les réformes».

Attendons-nous aussi à une ingéniosité nouvelle dans le prélèvement de nouveaux impôts et de taxes diverses. Un exemple : la crainte de mise en défaut des banques de dépôt a poussé les épargnants vers le livret A de la Caisse d'Épargne, les Codevi, les livrets d'épargne populaire. Eh bien, le gouvernement est en train de piocher dedans pour prêter une partie des sommes à des entreprises... qui peuvent faire faillite demain.

Une autre méthode est de faire fondre la dette de l'Etat par l'inflation. Divers phénomènes la poussent à la hausse ; une hausse largement sous-évaluée par les indices officiels.

UNE POLITIQUE GUERRIÈRE. Les Etats qui trébuchent sont et seront poussés à accentuer le pillage. Des grandes puissances seront tentées de reprendre par la force ce que le marché leur a enlevé. Cette crise générera de nouvelles expéditions guerrières comme l'Irak et l'Afghanistan. L'Iran est dans le collimateur, non pas pour son terrorisme supposé, mais pour ses champs de pétrole et surtout parce que le gouvernement iranien s'attaque publiquement au dollar, dénoncé comme étant de la monnaie de singe. Ce monde va être de plus en plus dangereux.

NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE ! Les remous de Wall Street et du CAC 40 annoncent donc des combats à venir que nous devons mener pour ne pas nous faire emporter par leurs solutions à leur crise. Il nous faudra batailler contre les nouveaux impôts, contre les licenciements issus des faillites, contre les expéditions guerrières. La condition de tout cela est de nous organiser. Construire des syndicats de classe. Construire un parti ouvrier vraiment révolutionnaire pour organiser la résistance et la faire déboucher sur une autre société où nous déciderons nous-mêmes quoi produire et pour qui.

Une importante bataille idéologique va avoir lieu et a déjà commencé. Tous les médias montent déjà au créneau pour défendre le système, le marché, l'entreprise, la banque, etc... Certains parlent d'aménager les règles, de contrôler la finance, la spéculation. Notre rôle sera de montrer que le capitalisme ne peut que produire des catastrophes, et qu'il faudra l'abattre avant qu'il ne s'abatte sur nous.

Claude Magnan

SARKO STRAUSS-KAHN... ET BESANCENOT

«*Je n'accepterai pas qu'un seul déposant perde un seul euro parce qu'un établissement financier se révélerait dans l'incapacité...*» Mais les dépôts sont déjà garantis jusqu'à 70 000 €. L'annonce est donc un simple effet de manche pour les petits déposants... et une façon d'étendre la garantie aux gros détenteurs. Quant aux banques elles-mêmes, «*quoi qu'il arrive, l'Etat garantira la sécurité et la continuité du système bancaire et financier français*», qui sera donc nationalisé en cas de perte, comme l'Etat vient de le faire à moitié avec Dexia.

Et à gauche ? Le PS se félicite du retour de l'interventionnisme de l'Etat. Hollande veut la mise en place d'un fonds bancaire pour les PME. La gauche du PS veut un fonds souverain européen pour soutenir les entreprises écologiques. Et Strauss-Kahn se félicite de la coopération mondiale dans la gestion de la crise. Bref, l'union sacrée est à l'œuvre et tout le monde est d'accord pour que l'Etat intervienne dans le monde financier.

Et Besancenot ? Il s'est prononcé pour la création d'un pôle public rassemblant toutes les banques françaises. «*Je constate qu'on nationalise les banques qui sont en train de tomber dans le cadre de la guerre de l'économie de marché, a-t-il dit sur France Inter. Moi, plutôt que de renationaliser ces banques-là, je propose de réunifier toutes les banques, publiques ou privées, dans un seul et même pôle public, un nouveau service public bancaire, unifié. Non pas sous le contrôle de l'Etat, mais sous le contrôle des salariés, des usagers, des consommateurs*» Mais il n'a pas expliqué comment c'était possible dans le cadre existant, c'est-à-dire sans le pouvoir et sans la maîtrise par les travailleurs de toute l'économie.

EN SAVOIR PLUS

• Sur le capitalisme financier et ses contradictions : *L'Hégémonie du Capital financier et sa Critique*, de Tom Thomas. Diffusion Albatroz, BP 404, 75969 Paris cedex 20

• Sur la crise, d'où elle vient et où elle va : *La crise chronique du capitalisme ou le stade dénié du capitalisme*, de Tom Thomas. Éditions Contradictions, Bruxelles

POUBELLE DE L'HISTOIRE

La création du «Nouveau Parti Anticapitaliste» se situe dans un contexte de violentes attaques de la bourgeoisie contre les travailleurs, que ce soit dans les domaines des retraites, de la santé, de la protection sociale et des sans-papiers. Plus rien ne semble arrêter Sarkozy. Les partis réformistes traditionnels reprennent les idées de droite et accompagnent tous les reculs. La création du NPA semble une bonne nouvelle pour tous ceux qui veulent résister au rouleau compresseur du capital. Nous pensons nous aussi que c'est une bonne nouvelle, car la question du parti est de nouveau posée. Mais de quel parti avons-nous besoin aujourd'hui ? Quelle sera sa tactique ? Pour quoi faire ?

De quoi avons nous besoin aujourd'hui ?

Nous en avons déjà parlé dans le précédent journal. **La référence unique du NPA, même si c'est de façon critique, c'est le PS.** Alors que nous nous situons dans la mouvance du mouvement communiste, de ses expériences positives et négatives. Le PS est un parti de la bourgeoisie, qui a soutenu toutes les guerres coloniales, et surtout un parti anti-communiste.

Le NPA est pour présenter des candidats à chaque élection. Les communistes ne s'interdisent pas de présenter des candidats aux élections bourgeoises, mais cela ne peut être que tactique et non systématique. La prise de pouvoir ne passera pas par les urnes. Cette tactique électoraliste sème des illusions sur un capitalisme que l'on pourrait mieux réguler, avec de meilleures répartitions entre tous, contre «un patronat avide de profits». Mais le NPA peut aussi bien parler de socialisme dont le contenu restera flou. Il ne tranche pas, et chacun y mettra ce qu'il veut.

Le NPA se présente comme le parti de ceux qui veulent «lutter tous ensemble». C'est juste dans une période où les bureaucraties syndicales segmentent les luttes et empêchent leurs coordinations, nous isolent chacun dans notre entreprise, notre statut, notre nationalité. Mais cela n'est pas suffisant : en quoi la création du NPA va changer quoi que ce soit dans la ligne des directions syndicales ? Le NPA est discret dans sa critique des directions syndicales et leurs orientations politiques. Nous pensons que l'appel au «tous ensemble» doit se coupler avec une dénonciation des directions syndicales qui pratiquent la collaboration de classe.

Il faut un parti, mais celui des militants et des travailleurs, des salariés sans plus de précision. **Pourquoi le NPA ne parle-t-il pas de la classe ouvrière, en lui donnant un rôle dirigeant ?** Le NPA se construit comme un parti interclassiste, qui escamote le rôle de la classe ouvrière. Dans les années 1920, par exemple, le PCF décide sa «bolchevisation», c'est-à-dire l'investissement prioritaire dans les entreprises par la création de cellules de rue, dans des «rayons», dont le découpage ne correspond plus aux circonscriptions électorales, comme c'était le cas des structures du PS (SFIO). En 1924, un cheminot, Pierre Sémard, entre au secrétariat général. La bolchevisation est aussi marquée par une affirmation internationaliste et anti-coloniale ferme : soutien à la révolte du Rif au Maroc, organisation des travailleurs issus des colonies. C'est cette voie que nous voulons suivre en l'adaptant à notre époque.

Le principal ciment idéologique qui lie les adhérents du NPA c'est, la lutte contre le PS. **Les échecs du socialisme sont nommés «stalinisme», «bureaucratie».** Est-ce bien sérieux, alors que Staline et Trotsky, comme la III^e Internationale,

partageaient de nombreux points, par exemple le développement des forces productives afin de construire le socialisme. La peur compréhensible de ceux qui participent à la construction du NPA, c'est un parti caserne où tout viendrait du haut. Alors si chacun y vient avec ses idées et sa bonne volonté, les plus aguerris (intellectuels) s'y retrouveront et créeront leur tendance ou leur courant.

Nous pensons qu'il n'existe pas un monde calme sans contradictions, et que le parti lui-même en est traversé. Les moyens de résoudre ces contradictions, ce sont le débat, la démocratie la plus large (centralisme démocratique). Il faut chercher à atteindre le niveau le plus élevé d'unité et de compréhension du monde et de la lutte de classe. C'est ainsi que nous fonctionnons. Nous ne voulons pas camoufler les débats en ne parlant que de pratique immédiate, ce qui risque de camoufler de réelles divergences futures.

Nous voulons nous aussi comme le NPA, «un parti qui ne lâche rien», mais ce parti à l'étape actuelle ne peut pas être un parti qui regrouperait les larges masses, pour gagner la majorité. Dans une période non révolutionnaire comme actuellement, et dans un pays impérialiste, **un parti communiste**

ne peut être que d'avant-garde et n'être que minoritaire. Ce n'est pas un souhait, ni une position défaitiste, mais une position lucide. Le terme d'avant-garde n'a aucun sens élitiste, ses membres ne sont pas coupés des masses. Ils y vivent, mais ils en représentent la fraction la plus lucide. Un parti d'avant-garde a aussi une influence de masse à travers les collectifs, les syndicats... Regrouper l'avant-garde signifie principalement : dégager, former,

éduquer, en militants communistes, les éléments les plus avancés de la classe ouvrière et du mouvement de masse, tâches que nous accomplissons à notre échelle.

Que reste-t-il des centaines de milliers d'adhérents du PCF une fois son passage au gouvernement avec le PS en 1981 ? Eux aussi disaient vouloir «faire payer les riches» et «changer la vie». Nous pensons que la période est à construire un parti

d'avant-garde et non un large parti de masse. Cela doit se faire après avoir analysé et critiqué les erreurs du PCF, et ce pour ne pas les reproduire. Pour cela, nous nous donnons comme but une société sans classe et sans exploitation. Nous vous invitons toutes et tous à y participer.

Valentin

Un lecteur nous écrit en posant la question des partis ouvriers et des expériences socialistes qui ont dégénéré. C'est d'une Ecole dont nous avons besoin, dit-il. Voici la réponse que nous lui avons envoyée.

«Les partis ouvriers n'ont jamais construit de société sans classes»

En quelques lignes, tu abordes un tas de questions tout-à-fait essentielles. Merci de nous donner l'occasion d'en parler. Tu écris : **«Aucun parti ouvrier au monde n'a pu instaurer durablement le socialisme... Un bilan impartial, rigoureusement scientifique, doit être fait sur**

toutes ces expériences 'socialistes'». Nous sommes entièrement d'accord avec toi. Le premier chapitre de la plate-forme politique de VP est intitulé : *A l'Est, ce n'était pas le communisme.* Et dans le cahier n° 2 : *«Tirons les leçons des échecs».* Mais il faut considérer ces expériences comme très précieuses pour nous. C'est en tenant compte des leçons de la Commune de Paris que les bolcheviks ont pu aller plus loin. Les maoïstes en Chine ont essayé d'aller plus loin que les bolcheviks. On ne peut pas se contenter de dire, comme les promoteurs du NPA : *«Tout a échoué, nous n'avons pas de modèle».*

Tu écris : **«Les partis ouvriers n'ont jamais construit de société sans classes».** Ça, c'est clair. Car la société sans classes, c'est le communisme. Pour y arriver, il y a toute la période du socialisme, pendant laquelle la lutte des classes est permanente et multiforme. Et il ne faut pas oublier que le processus a une dimension planétaire.

Tu écris : **«Dans les pays socialistes, il y avait forcément des exploités et des exploités.»** La transition socialiste est un processus de destruction du capitalisme et de construction du communisme. Les classes ne disparaissent pas en un jour, ni les divisions entre dirigeants et dirigés, manuels et intellectuels, villes et campagnes, pays pauvres et pays riches, etc. La question est de savoir si on lutte consciemment contre la division sociale du travail, ou si on minimise la continuation de la lutte des classes, pour ménager les privilégiés, dont on fait plus ou moins partie...

Tu écris : **«L'espèce humaine n'est pas une espèce biologiquement sociale, elle est en voie de socialisation, ce qui est très différent.»** Tu oublies le communisme primitif, c'est-à-dire la préhistoire. Pendant des centaines de milliers d'an-

nées, les hommes ont vécu en petites communautés très solidaires. C'est le développement des forces productives et la division en classes qui ont produit l'égoïsme et la socialisation de caserne. Le retour à une véritable solidarité est le programme de la classe dominée. Même si les idées individualistes de la classe dominante sont les idées dominantes, présentes aussi parmi les travailleurs.

Tu écris : **«Nous pouvons nous demander par quel miracle les agents exécutants de la base, les prolétaires, pourraient exercer le pouvoir sur toute la société».** Le «jeune» Marx te répond (lettre du 15 septembre 1850, il a 52 ans) : *«Nous, nous disons aux ouvriers : vous avez à traverser 15, 20, 50 ans de guerres civiles et de luttes internationales, non seulement*

pour changer la situation existante, mais pour vous changer vous-mêmes et vous rendre aptes au pouvoir politique». Sous le capitalisme, seule une minorité des exploités peut avoir conscience des buts à long terme, agir en conséquence et s'organiser en parti.

Tu écris : **«Un bilan impartial, rigoureusement scientifique, doit être fait... Autant que d'un parti, c'est d'une Ecole dont le Socialisme Scientifique a besoin pour développer sa doctrine.»** Tu sembles mettre la science au-dessus de tout. Ce n'est qu'un outil, exploité par la bourgeoisie pour faire du profit, et utilisé par le prolétariat pour libérer l'humanité en se libérant lui-même. Une école plutôt qu'un parti ? Mais si le syndicalisme est «l'école du communisme», à plus forte raison le parti. La lutte politique est la meilleure des écoles, car elle allie théorie et pratique. D'ailleurs, qui organisera et dirigera la formation communiste ? VP-Partisan aussi à son «école de base» et ses formations. Merci encore pour ta lettre.



Sans papiers

Le 25 septembre au Zénith, Bernard Thibault s'est dit satisfait du résultat de la lutte : plus de 1000 régularisations. Il a appelé le gouvernement à « ne pas tergiverser davantage et examiner les cas où la régularisation est incontournable ». Incontournable, dans sa bouche cela veut dire la régularisation de ceux dont le capitalisme français ne peut pas se passer. De notre point de vue de travailleurs, ce qui est incontournable, c'est la régularisation de tous, car c'est l'intérêt de la classe ouvrière, la voie du renforcement de son unité.

La lutte pour la régularisation de tous n'a fait que commencer !

La lutte des sans-papiers ne peut plus se développer sur les bases sur lesquelles elle a été lancée. En effet, le succès de toute lutte dépend de deux conditions : 1) une division momentanée au sein de la classe dirigeante, 2) division que les travailleurs peuvent exploiter s'ils sont forts : unis, organisés et conscients de leurs véritables intérêts.

LES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS ONT SAISI UNE CONTRADICTION AU SEIN DE LA BOURGEOISIE.

Les sans-papiers, sur l'initiative de l'Union Locale de Massy et de Droits Devant, ont exploité la contradiction entre l'Etat, qui fait de la chasse aux sans-papiers une arme de division, et les patrons, dont le profit dépend de leur travail. Mais ce facteur favorable a été utilisé d'une manière qui a affaibli le mouvement en le divisant.

Les initiateurs du mouvement, et la confédération CGT, ont rapidement glissé de l'exploitation d'une contradiction au sein de la bourgeoisie à une « alliance » avec les patrons. Ils en arrivent donc logiquement à nier l'importance de la grève dans les concessions arrachées aux patrons et à l'Etat. Comme Thibault, ils proposent de régulariser, au cas par cas, en faisant appel à l'intérêt bien compris des patrons. Les piquets de grève seraient donc inutiles. Cette orientation transforme un affrontement politique avec l'Etat en une juxtaposition de luttes au cas par cas, et le conflit de classe en une tractation CGT-patrons.

C'est l'abandon de l'objectif de régularisation, non seulement des tous les sans papiers, mais même de l'exigence initiale de régularisation de tous ceux qui travaillent.

L'ORIENTATION DE LA DIRECTION DE LA CGT FAIT OBSTACLE AU RENFORCEMENT DE LA LUTTE.

Le caractère limité des résultats (un peu plus de 1000 pour 300 ou 400 000 sans-papiers) ne s'explique pas par la seule fermeté du gouvernement. Il est révélateur des faiblesses de la classe ouvrière.

Le premier facteur de faiblesse est la ligne de la direction de la CGT. Conformément à son orientation bourgeoise, elle a soutenu du bout des lèvres le mouvement sans lui donner la moindre impulsion par la mobilisation de l'ensemble de ses militants. Elle l'a utilisé pour s'imposer comme interlocutrice responsable dans ses rapports avec l'Etat. Elle a refusé l'unité avec les Comités de sans-



Manifestation du 23 août dernier

papiers qui aurait permis l'extension de la lutte.

La mobilisation de la CGT repose sur un nombre limité de militants dans les quelques UL investies ; beaucoup d'UL et d'UD étant très hostiles à cette lutte, comme l'UD 94 ou 95. La surcharge réelle de ces militants offre à la direction confédérale une justification à son refus d'étendre le mouvement : il manquerait d'appuis militants. Dans l'hypothèse, toute théorique, où elle aurait voulu étendre le mouvement, elle se serait heurtée au chauvinisme fort dans les structures syndicales. Ce chauvinisme, non combattu par elle, est même masqué par l'affirmation d'un large soutien parmi les travailleurs à la lutte des sans-papiers.

Le mouvement des sans-papiers est donc révélateur de la faiblesse du courant de classe dans la CGT. La plupart des critiques formulées par des soutiens CGT s'en tiennent à la dénonciation du bureaucratisme et de l'immobilisme des « fonctionnaires » de la CGT, allant rarement jusqu'à la mise en cause de l'orientation générale.

LA NÉCESSITÉ DE DIRECTION DU MOUVEMENT PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES. S'en tenir à critiquer l'orientation de la CGT, ou le peu de militants engagés dans le mouvement, c'est ne soulever qu'un aspect de ses faiblesses. En rester là, c'est concevoir la lutte des travailleurs sans-

papiers comme ne pouvant pas, ou ne devant pas, être dirigé par les sans papiers eux-mêmes. L'attitude de la CGT, y compris celle de beaucoup de ses militants actifs, maintient les sans-papiers dans un rapport d'assistance, et neutralise le rôle des dirigeants ouvriers qui s'affirment dans le mouvement.

Or un nombre croissant de ces derniers cherchent à conquérir une autonomie, et s'orientent vers une coordination entre piquets de grèves. Ce n'est pas là un réflexe anti-syndical. En tant que grévistes, ils veulent diriger leur lutte. Et d'autant plus qu'ils sont conscients que la confédération, dont ils sont membres, trahit la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers.

CONSTRUIRE L'UNITÉ DU MOUVEMENT PAR LA LUTTE POLITIQUE. Le sentiment d'urgence risque de court-circuiter la construction d'un mouvement fort pour la régularisation de tous les sans-papiers. Cette construction exige deux choses qui ne seront atteintes que dans la durée. D'une part, le renforcement du courant de classe dans la CGT ; d'autre part la coordination des piquets de grèves, par la prise en main de la direction de la lutte par les sans-papiers eux-mêmes. La conjugaison des deux contribuera à l'affirmation politique des ouvriers dirigeants du mouvement. C'est dans ce sens que les militants

de Voie Prolétarienne mènent la lutte dans la CGT et conçoivent le soutien à la lutte des sans-papiers. Elle n'est pas, pour nous, une lutte à part, à soutenir. Elle est au cœur du combat des ouvriers pour leur unité contre la bourgeoisie. Elle est celle de tous les travailleurs contre la précarité, pour l'égalité de droits, pour l'émancipation des exploités, pour le socialisme.

Gilles Fabre

* Partisan n°218, 219, 220

Un lecteur à propos de notre dossier sur la politique française de l'immigration*.

JE TRAVAILLE DANS UNE SOCIÉTÉ DE GARDIENNAGE

Je suis confronté dans mon travail aux réalités de la politique française de l'immigration, notamment lorsqu'elle touche les populations africaines (sans distinction de nationalités), dans les branches des services (ISS), BTP constructions (Goyer). Lorsqu'il s'agit de relever leur identité pour que ces travailleuses et travailleurs aient accès au site, nous voyons bien que des cartes de résidents, de séjour sont majoritairement périmées (par peur du renouvellement ? À cause de la loi Hortefeux de décembre et janvier ?). Dans de nombreux cas aussi, la remise d'une simple carte professionnelle tient lieu de titre d'identité. En clair, il s'agit de main-d'oeuvre clandestine régulée directement par les entreprises pour leurs besoins et baisser le prix de la main-d'oeuvre.

Ce n'est plus de l'immigration structurelle comme au temps du 5e plan de 1953, mais de l'immigration sélective ponctuelle avec le mot-d'ordre d'« immigration choisie » de son ministre négrier ! Cette régression voulue, c'est le choix d'une société contrôlée par les grands groupes et l'Etat répressif. Exemple : le chantage aux papiers, à l'emploi durable, au logement décent. C'est la peur de tout perdre !

Que faire dans cette situation ? Respecter ces travailleuses et travailleurs en les laissant travailler, mais aussi alerter et mobiliser mes collègues autour de la problématique du capitalisme bourgeois en crise qui fait mine de réguler l'immigration en permettant au patronat de ne pas s'en passer. Notre rôle ne sera jamais de dénoncer nos frères africains, mais de démasquer les exploités capitalistes et de lier réalité locale et politique globale... « Debut, nous ne voulons plus être des esclaves ! »

AMIANTE (1) LA SOLUTION SANS-PAPIERS

Plusieurs chantiers de démolition parmi les grèves de sans-papiers. Il y a des plaques de fibrociment, des flocages ? Deux solutions : respecter la loi en matière d'hygiène et de sécurité ; ou embaucher des sans-papiers ! Et devinez quelle est la solution la plus intéressante pour le taux de profit... On est au cœur de la lutte de toute la classe ouvrière.

AMIANTE (2) LES EXPORTATIONS PROGRESSENT !

11 octobre, manif annuelle de l'Andeva, association nationale de défense des victimes de l'amiante. Extrait d'un tract : Interdit en Europe, l'amiante reste autorisé dans de nombreux pays. Les pays producteurs d'amiante (Canada, Russie, Chine) réorientent leur production vers l'Asie et l'Amérique latine. Les exportations d'amiante progressent. Ils demandent que l'amiante chrysotile ne soit pas inscrit sur la liste des produits dangereux à la Convention de Rotterdam. Le mépris de la vie humaine est sans limite !

MANIFESTATION À VICHY LE 3 NOVEMBRE À 18 H*

NON A L'EUROPE IMPERIALISTE !

Hortefeu organise la prochaine rencontre des ministres européens de l'Intérieur et de la Justice à Vichy, les 3 et 4 novembre. Le gouvernement européen, sous la présidence française jusqu'à la fin de l'année, construit une politique commune de l'immigration. Les 27 pays membres de l'UE valideront d'ici la fin de l'année le «pacte européen sur l'immigration et le droit d'asile».

VICHY, QUEL SIGNE IDÉOLOGIQUE ! Lors d'une réunion de préparation de ce sommet, Hortefeu a déclaré : «Honnêtement, on en a ras-le-bol de cette histoire du passé» C'est le règne de l'anti-repentance, concept idéologique inventé par Sarkozy.

Choisir Vichy ! Alors que les différents Etats qui composent l'Europe, sous la pression d'un électoral raciste, revendiquent, pour la plupart d'entre eux et de plus en plus clairement, une politique xénophobe. Sarkozy est allé jusqu'à déclarer que «de travail rend libre» ! «Arbeit macht frei», la phrase qui était au fronton des camps de concentration nazis ! En 2007, Rachida Dati remet en circulation le principe de «rétention de sûreté», principe promulgué par Hitler en novembre 1933 !

C'est dans cette ville de Vichy que Pétain a décidé et

mis en œuvre sa politique criminelle de collaboration avec le régime hitlérien. Elle s'est traduite entre autres par l'internement en France, puis la déportation dans les camps de concentration, de milliers de personnes sous prétexte qu'elles étaient juives, antifascistes espagnoles ou italiennes, homosexuelles, tziganes, handicapées, communistes, anarchistes, résistantes... C'est de cette ville que, comme les autres fonctionnaires, Papon recevait les ordres pour organiser les déportations de personnes à Bordeaux. C'est de cette ville que fut dirigée la Milice française. Quel cynisme et quel mépris d'y organiser un sommet pour «l'intégration» !

LA CONSTRUCTION DE L'IMPÉRIALISME EUROPÉEN. L'enjeu est de contrôler la main-d'œuvre dont la bourgeoisie capitaliste européenne a besoin pour développer la puissance économique de l'Europe.

Jusqu'à présent chaque pays fait ce qu'il veut : l'Espagne et l'Italie ont mis des quotas, respectivement en 1995 et 1998, alors que la France évoque juste cette possibilité. Puis quand, en 2005, ces gouvernements régularisent massivement les travailleurs sans-papiers, Sarkozy se fâche, notamment avec le président espagnol. Le gouvernement français applique la méthode arbitraire de régularisation au cas par cas. Le seul point

nouveau que Sarkozy a réussi à imposer, c'est que «chaque pays s'interdira des régularisations massives de sans-papiers sans avoir l'autorisation des autres pays».

IMMIGRATION CHOISIE. Face à l'arrivée de migrants, victimes des guerres impérialistes, (Afghanistan, Irak...) ou victimes «économiques» du capitalisme, les gouvernements européens entendent «choisir» les travailleurs qui leur sont utiles. Ce pacte va leur permettre, via la création d'une «carte bleue» (l'équivalent de la «carte verte» aux Etats-Unis), de trier, sélectionner, faire des appels d'offre pour attirer une main d'œuvre qualifiée ; laquelle devra retourner dans son pays de toute façon. «Il n'est pas question de piller les cerveaux des pays du Tiers-Monde» se défend Hortefeu. Face à l'accusation, son homologue espagnol Celestino Gorbacho explique même que «si nous constatons que dans un pays les médecins manquent, il ne semble pas raisonnable de solliciter ceux qui restent».

Ce pacte aura pour conséquence d'augmenter les contrôles, les expulsions des «mauvais immigrés» par la mise en place de tout un appareil répressif (polices spéciales des frontières : Frontex, construction de camps de rétention), mais aussi de remodeler juridiquement le droit d'asile afin que ce droit disparaisse

complètement dans les faits. Le gouvernement européen a commencé depuis un certain temps, pour faire passer la pillule, un travail idéologique de sape en introduisant le concept du «faux demandeur d'asile» qui «menace l'équilibre économique et culturel de nos nations».

BOURGEOISIES DU SUD COMPLICES. En même temps que la mise en place de ce pacte, le gouvernement français organise une deuxième réunion euro-africaine, les 20 et 21 octobre, dont le but consiste à contraindre les gouvernements des Etats du Sud à participer eux-mêmes à la chasse aux travailleurs immigrés en échange d'une aide au développement. Joli marchandage ! Et idéologiquement Sarkozy met en place le concept «d'émigration illégale» dans le pays d'origine. Conséquence : l'Algérie, qui accepte de collaborer, va adopter une loi punissant de six mois de prison ferme toute sortie illégale de son territoire. Le Maroc, la Tunisie, le Sénégal pénalisent les «candidats à l'émigration». Autre exemple : la Libye participe aux patrouilles en Méditerranée en échange de la construction d'une autoroute par le gouvernement de Berlusconi. C'est ce qui est nommé «la gestion concertée des flux migratoires».

Patrick Lecour

LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION ! REGULARISATION SANS CONDITION DE TOUS LES SANS-PAPIERS ! TRAVAILLEURS AVEC OU SANS PAPIERS DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS !

*De nombreuses organisations appellent à manifester le 3 novembre à Vichy. Pour être informé de la mobilisation : bellaccia.org

APPEL AUX LECTEURS

Faites connaître le journal (envoi sur demande et gratuitement d'anciens n°)

Exigez qu'il soit placé de façon visible chez les marchands de journaux, et faites-le commander à partir du code barre (PARTISAN M2348) ;

Faites-en la publicité dans vos quartiers, sur vos lieux de travail : demandez nos autocollants et nos affiches, disponibles gratuitement ;

Construisons ensemble une presse ouvrière, populaire et révolutionnaire ;

Écrivez vos points de vue, critiquez ceux du journal...

et ne vous impatientez pas pour la publication ;

Envoyez-nous des projets, des idées d'articles, des coupures de presse, des photos, des dessins (avant la fin de chaque mois)

«NE M'ENVOYEZ PLUS LE JOURNAL PARTISAN...»

J'ai décidé de me rapprocher des Jeunesses Identitaires. Je pense qu'ils comprennent beaucoup mieux les problèmes causés par le capitalisme. Il n'y a pas que les sans-papiers qui morflent ! Il y a aussi les travailleurs français qui luttent quotidiennement contre les licenciements, les délocalisations... Leur combat n'est pas «fasciste» comme beaucoup de personnes veulent le faire croire ! D'ailleurs, les ouvriers que je côtoie ne se sentent pas concernés par les sans-papiers ! C'est pour cela que beaucoup d'entre eux votent Le Pen ! Merci de votre compréhension.

Ce courrier est assez exceptionnel, rassurez-vous ! Mais il nous renvoie à des questions telles que : En tant que militants communistes, devons-nous en rester aux luttes et aux questions pour lesquelles les travailleurs se sentent concernés ? Devons-nous, en France, privilégier les luttes et les questions des «travailleurs français» ? Enfin, devons-nous avoir de la «compréhension» pour les ouvriers qui votent Le Pen ? Ces questions sont légitimes, mais on a intérêt à être très clairs dans les réponses, sinon on se retrouve vite avec des arguments «identitaires». Et ces «identitaires», c'est quoi ?

«Jeunesses Identitaires» a été créé en septembre 2002. Voici quelques extraits de

son communiqué de fondation et de sa charte : «Face à la répression orchestrée par le système cosmopolite jacobin, au lendemain de l'ultime trahison de Bruno Mégret et à la veille d'une énième guerre de chapelles au Front National, les Jeunes Identitaires ont aujourd'hui décidé qu'il était temps que la jeunesse commande à la jeunesse ! (...) Pour défendre notre terre et notre peuple, autant menacés par la peste que représente l'immigration-invasion, que par le choléra mondialiste, nous appelons solennellement tous les jeunes Français et Européens fiers de leurs racines et de leur héritage, à rejoindre nos rangs. (...) Parce que nous ne voulons plus voir notre peuple vivre dans la misère imposée par le capitalisme et la peur imposée par les bandes ethniques. (...) Nous avons fait le choix de la résistance ! Nous serons présents partout où notre combat l'impose, parmi les jeunes travailleurs, dans les lycées et les facultés, dans les agences ANPE, dans les concerts et surtout dans nos rues, ces rues que nous refusons de voir offertes au règne de la violence. La solidarité guidera notre action. Solidarité combattive s'il le faut, nous ne tolérerons pas de voir des jeunes Français traités en étrangers sur leur sol»

Alors, pas fascistes, les «Jeunesses Identitaires» ?

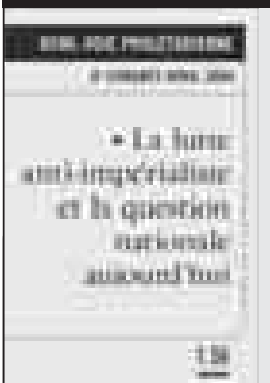
À 6 ans, personne ne soupçonnait qu'un jour elle s'abonnerait à Partisan.



ABONNEZ-VOUS À

Partisan

À COMMANDER A NOTRE BP



Une brochure Partisan 1,5 euros

À COMMANDER A NOTRE BP



Une brochure Partisan 2 euros

OUVALACGT.OVER-BLOG.COM

OÙ VA LA CGT ?

Notre vie quotidienne devient tellement difficile qu'on se sent loin de l'Afghanistan et peu concerné ! Pourtant, il y a une cohérence entre la politique intérieure et la politique extérieure de l'Etat français.

Loin de l'Afghanistan

Contre la présence militaire française en Afghanistan, la manifestation du 20 septembre a rassemblé quelques milliers de manifestants. Le 22, le parlement était consulté sur le maintien des troupes et l'importance de l'effort de guerre.

LE VOTE «CONTRE» DES REFORMISTES.

Sans surprise, le PS, tout en refusant l'accroissement de l'effort de guerre, se prononce pour le maintien des troupes ! Le PCF a bien sûr voté contre, mais sur quels critères ? *L'Huma* parle d'une stratégie «inefficace, contre-productive, et inconséquente» : quel langage apolitique ! Si cette guerre est efficace pour maintenir l'impérialisme français dans cette région, elle est productive car elle contribue au maintien du vieil ordre mondial, et elle est conséquente puisque les intérêts défendus ne sont pas ceux de la population afghane.

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME.

La lutte contre le terrorisme constitue le principal argument pour la poursuite de l'occupation par les forces de la coalition.

Le porte-parole du Ministère de la Défense a déclaré au sujet de l'Afghanistan, dans le *Parisien* : «*Nous sommes dans le cadre d'un combat asymétrique, c'est la guerre du faible au fort, des terroristes face aux Etats ; les talibans ne représentent pas un Etat, n'ont pas d'uniforme, pas d'opinion publique. Pour eux, la mort des combattants valorise leur cause. Nous, nous avons une opinion publique, des codes éthiques, des*

rgles d'engagement. Le but des talibans consiste à frapper et à exploiter cette frappe afin d'affaiblir les volontés des gouvernants et de l'opinion publique.»

Dans cette déclaration, nous retrouvons la schématisation de l'adversaire politique qui a déjà une longue histoire : «terroristes», les résistants au nazisme, «terroristes», les Palestiniens en armes, «terroristes» ou susceptibles de le devenir, selon l'UMP, les soutiens aux sans-papiers qui ont manifesté devant le centre de rétention de Vincennes en mai dernier...

Une fois la qualification lancée, la répression devient légitime dans toute son ampleur...

L'ARGUMENT DE L'INDEPENDANCE NATIONALE.

Cet argument est celui sur lequel s'appuie le tract du POI (parti ouvrier indépendant, nouveau nom du PT, parti des travailleurs), qui dénonce la mort des 10 soldats français sans dire un mot de la population afghane principale victime de la guerre !

Le chauvinisme du POI se confirme lorsqu'il demande le retrait des troupes françaises qui ne feraient que jouer le rôle d'auxiliaire des USA, et espère ainsi que «*la France redevienne une vraie nation*» : tous derrière le drapeau tricolore, comme en 1914 ?

L'avenir des peuples n'est pas derrière ce consensus qui a mené aux boucheries que l'on sait !

LE SOUTIEN A «LA» RESISTANCE.

Le tract du CRI (groupe communiste révolutionnaire internationaliste) dénonce claire-

ment «*l'union sacrée*» et prend position «*pour la défaite notamment de l'impérialisme français*». Pourtant, l'affirmation suivante mérite polémique : «*Même si la résistance du peuple afghan face aux troupes impérialistes est dirigée par des ennemis des travailleurs (les talibans) nous soutenons inconditionnellement la résistance. Car le retrait des troupes impérialistes est une condition nécessaire, mais évidemment pas suffisante, de l'émancipation des travailleurs afghans*»

Le «soutien inconditionnel» à une force reconnue comme réactionnaire, ayant contribué au massacre de communistes, est indéfendable d'un point de vue révolutionnaire !

Soyons clairs, soyons léninistes : nous reconnaissons inconditionnellement le droit des peuples à affirmer leur souveraineté (ce que nous appelons «tâche négative», «contre», ici contre toute présence étrangère). Mais nous réservons notre soutien («tâche positive», «pour») aux organisations qui, comme Rawa, mènent la résistance populaire.

Et les tracts de *Partisan* sur l'Afghanistan provoquent des polémiques ! Par exemple, à l'usine PSA d'Aulnay, les intégristes ont réagi en protestant que nous n'avons pas à critiquer des musulmans : qu'en dirait le CRI ?

Alors, plus que jamais, opposons la solidarité internationale aux guerres impérialistes, partout dans le monde. Refusons l'embrigadement derrière le drapeau de «notre» impérialisme. Et soutenons les forces de résistance, comme Rawa, porteuses d'un autre avenir pour leur peuple.

Brigitte Clément



ASSOCIATION REVOLUTIONNAIRE DES FEMMES D'AFGHANISTAN

Démocratique et laïque, Rawa agit clandestinement depuis 1977. Son rôle dans la résistance à l'occupation soviétique qui prétendait libérer les femmes de la domination des talibans, a été important dans les années 1980 : pour une indépendance nationale reliée au projet d'un Afghanistan démocratique et laïc. Sa fondatrice Meena a payé son engagement de sa vie, puisqu'elle a été assassinée en 1987 au Pakistan.

Rawa est présente au sein de la population, tant en Afghanistan qu'au Pakistan, parmi les réfugié(e)s.

Il est essentiel de permettre aux femmes de continuer leur engagement politique tout en maintenant leurs nombreuses responsabilités dans la vie quotidienne : d'où le fait que Rawa accorde des moyens et du temps à l'alphabétisation des femmes, la prise en charge communautaire des enfants, le financement de centres de santé.

Les positions de Rawa sont clairement opposées aux forces de la coalition militaire et politique autour des USA, coalition

à laquelle la France participe, ayant même renforcé les moyens militaires depuis fin septembre 2008.

Rawa déclare : «*dans les conditions actuelles, aucune puissance, à part le peuple afghan lui-même, ne peut protéger les femmes du fondamentalisme. Ben Laden et les talibans sont les créatures de la politique américaine vis à vis de la guerre de résistance afghane contre l'invasion soviétique...*»

Pour l'avenir du pays, Rawa exige entre autres :

- Le départ des membres des partis moujahidins et talibans des postes hauts placés de l'état ;
- Le retrait de toute référence à la religion dans la Constitution, et l'instauration d'un état laïc et démocratique respectant les droits des femmes.

En 2002, Voie Proletarienne a accueilli Sahar Sabah, au sein d'un Collectif de Femmes contre la guerre. Et dans notre dernier journal *Partisan* de septembre - octobre, nous avons traduit une interview de Rawa présentant son analyse récente de la situation en Afghanistan.



TROUPES FRANÇAISES ET TROUPES DE L'OTAN HORS D'AFGHANISTAN !

Népal

Extrait du blog du Comité de solidarité franco-népalais : nouveanepal.over-blog.com

Le PCN maoïste et Lénine

Le nouveau premier ministre du Népal, ancien secrétaire du Parti Communiste du Népal maoïste, a prononcé un discours à l'ONU, et a tenu un meeting à New-York. Au cours de ce meeting, le camarade Prachanda a expliqué que le PCNm a essayé de comprendre les leçons du mouvement communiste international, des révolutions et contre-révolutions du 20e siècle. Il a brièvement passé en revue l'histoire de la guerre populaire qui a commencé après la violente répression par le gouvernement népalais des manifestations masse. Prachanda a dit que son parti a travaillé pour expliquer au peuple qu'ils n'étaient pas opposés au changement pacifique mais que toutes les routes étaient bloquées et que la lutte armée était nécessaire. Après cinq années de guerre civile, le PCNm a alors commencé une sérieuse discussion interne sur les leçons des précédentes révolutions, dont la révo-

lution socialiste de Russie. A ce moment, le parti a adopté qu'un système multi-parti et une compétition politique devait exister même durant le socialisme. Ils ont déterminé ce qu'est ce que Lénine aurait fait s'il avait vécu encore cinq ou dix ans, dans le processus d'essayer de construire la base d'un système économique socialiste en Russie. Lénine n'aurait pas suivi le même chemin que Staline, qui a fait «*de sérieuses erreurs dans sa compréhension de la philosophie et du matérialisme dialectique*», selon Prachanda.

(...) Prachanda a commenté la «confusion de certaines personnes» quand les maoïstes sont devenus le parti dirigeant au Népal. Il a dit que le mandat du gouvernement mené par les maoïstes consiste en trois tâches : 1) écrire une nouvelle constitution ; 2) achever le processus de paix, nommé «*réhabilitation et intégration*» des forces armées ; et 3) initier un nouveau développement économique.

UN SALAIRE DECENT POUR UN TRAVAIL DECENT... VRAIMENT ?

En bref...

Dans le journal de l'association de chômeurs Apeis, Christiane Grave critique le Revenu de Solidarité Active (RSA) : (...)*Et Martin Hirsch d'ajouter : 100 000 chômeurs en moins grâce à son dispositif. Avec une croissance d'à peine 1 %, même s'il y a beaucoup d'argent public pour le financer, cela ne suffira pas, ce n'est pas la première fois qu'on nous annonce des diminutions du nombre de chômeurs que l'on ne voit jamais... Sauf à faire exploser les radiations, ce qui se produit depuis des mois.*

A entendre Martin Hirsch, on a l'impression que les allocataires du RMI vont gagner des mille et des cents. Absolument pas, les chiffres le prouvent : le RMI, 448 euros, plus un travail à temps plein, cela revient à 1092 euros, dont 54 euros de RSA. 54 euros, c'est la fortune, c'est bien connu. Au regard de l'inflation, du prix des loyers, de l'essence... C'est indécent de parler d'amélioration des conditions de vie des allocataires. De plus, il ne faut pas oublier que c'est encore une entorse au contrat de travail de type CDI. C'est du bidouillage pour faire croire à une révolution alors qu'en réalité une fois les partons n'ont pas à payer ; pour le coup il n'y a pas de charges, ce sont des emplois sous perfusion de l'argent public ; en effet, c'est le RMI, versé par les départements (l'Etat leur doit 2 milliards d'euros), plus l'argent consacré à l'allocation parent isolé (Api) versé par la C.A.F. et un travail à tiers-temps, mi-temps ou plein temps. Cela revient aussi à casser le travail à temps plein pour du temps partiel.

Il est déjà difficile pour des millions de salariés payés au Smic de survivre, alors que dire des privés d'emploi qui ont eu un contrat à temps partiel, leur allocation chômage, c'est la moitié de pas grand-chose.

ET AU-DELÀ DE CETTE DÉNONCIATION DU RSA PAR L'APEIS ? Hirsch a quitté la «gauche» pour faire du social dans un gouvernement de droite. Le RSA qu'il défend prolonge la campagne Sarkozy «travailler plus pour gagner plus». On moralise et on culpabilise ceux qui touchent des allocations sans rechercher un travail. Avec le RSA, on ne perdra plus d'argent en reprenant un travail : «plus d'égalité au sein des pauvres», est-ce bien le problème ?

QUI TOUCHERA QUOI ?

Le complément de ressources sera de 20 euros pour un célibataire à plein temps, à 280 euros pour un couple avec un actif et un enfant.

Exclus du RSA, les moins de 25 ans n'en bénéficieront pas. Que touchent ceux qui ne peuvent plus retourner sur le marché du travail ?

L'ORE : compatible avec qualification = 95% du salaire antérieur (+ 3 mois), puis 85 % (plus 6 mois), puis 57% du revenu de remplacement (plus d'un an).

Distance quotidienne : 2h / 30 kms (+ de 6 mois)

Si deux refus : radiation, y compris du revenu de remplacement, éventuelle sanction.



Pourvus qu'ils n'y voient que du feu

Pendant qu'on mesure la différence de revenus entre un RMIste avec et sans travail, on censure la réalité de l'accroissement des écarts de salaires en France.

On prétend réduire le nombre de travailleurs pauvres, soit 1,5 million en France, sachant que la majorité sont des femmes qui travaillent à temps partiel imposé. Mais ce sous-emploi ne cesse de croître avec la baisse de chiffres du chômage !

On censure le fait que les licenciements font basculer des milliers de travailleurs dans ce statut de pauvres !

On censure aussi le droit à la révolte contre «le travail pauvre» puisque le RSA se présente comme un généreux «coup de pouce», alors qu'on dévalorise les travailleurs peu qualifiés en les plaçant en position d'assistés !

Le 7 octobre, une manifestation syndicale pour un «travail décent» dénonçait les bas emplois et sous-salaires, quels obstacles existent ?

Dans le système capitaliste, le travail n'existe pas en fonction des besoins réels de la société, ni en tenant compte des conditions de travail du salarié, mais pour dégager un profit maximum. Les fermetures d'usines avec la crise nous le prouvent.

De plus, la division du travail entre ceux qui commandent et ceux qui exécutent ne permet pas de parler de travail «décent» !

Ce qui est révoltant, c'est la casse du Code du Travail. Le discours sur le travail comme «une valeur» ou «une chance» est une provocation dans ce contexte de recul du droit du travail. Car le RSA n'arrive pas tout seul. A côté, on trouve l'ORE (offre raisonnable d'emploi) que tu ne peux pas refuser au risque de

refléter juste ce que le capitaliste estime que tu vaudras, par rapport à la place qu'il t'attribue dans le système. Pour reproduire sa force de travail, le chômeur a tout juste de quoi survivre pour rester employable dans «l'armée de réserve» ; le RMIste au ras du minimum : avec le RSA on les remet au travail dans des conditions d'emploi cassées.

Mais pour faire tourner le système, on motive certains salariés par de hauts salaires, on achète leur participation .

COMMENT VERRAIS-TU LE TRAVAIL ET LE SALAIRE DANS UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE ? On ne peut que donner quelques pistes :

- Nous refusons l'humiliation, le mépris, des travailleurs qui se voient actuellement imposer, comme les caissières, un horaire morcelé, un travail aliéné et pauvre dans son contenu mais indispensable à la réalisation de la plus value.

- Nous luttons pour un travail émancipateur : il s'agit déjà de reconnaître le droit à toucher un salaire qui permette de vivre puisque la société proposera à tous un travail socialement utile.

- Ce salaire devrait répondre à nos besoins collectivement redéfinis.

- Non, on ne sera pas des «assistés» !
- Nous défendrons bien sûr, un droit à la formation : plus de «sala boulot» à vie, comme ceux des sans papiers !

- Nous combattons l'idéologie actuelle qui justifie une hiérarchie des salaires insensée, en s'appuyant sur «le mérite» et le «risque» pris par ceux qui commandent au travail et dans la société : l'échelle des salaires sera autoritairement réduite.

Brigitte Clément

MAI 68 DEUX BD POUR ENFANTS

• VERO EN MAI

Une jeune fille raconte son mai 68, les dessins situent bien la période, les filles et les garçons allaient dans des écoles séparées, on voit aussi les modes vestimentaires qui changent, les rapports parents-enfants. Par exemple, les repas de famille où ça s'engueule sec sur les «casseurs» et les voitures brûlées. Les étudiants manifestent, mais les ouvriers sont à peine évoqués et c'est la faiblesse de cette BD.

DE YVAN POMMEAUX ET PASCALE BOUCHIÉ, L'ECOLE DES LOISIRS ED.



• TOUS EN REVE TOUS EN GREVE !

Le père de Martin est cheminot et a un rôle moteur dans la grève, sa sœur Nina est étudiante et prend part à la lutte de façon active. Martin regarde ça avec ses yeux d'enfant et participe aux rêves des plus grands. Le mélange de dessins et de photos donne un coté documentaire à cette BD. DE ALAIN SERRE ET PEF, ED. RUE DU MONDE.



ET CUBA ALORS ?

Gustav, Hanna, Ike : c'est la saison des ouragans aux Antilles. Leur vigueur est probablement renforcée par le réchauffement de la planète. Mais il y a un autre sujet d'investigation plus évident, et pourtant resté inexploré : pourquoi les morts ont dépassés les 1500 aux USA il y a 5 ans, se comptent par centaines en Haïti aujourd'hui, et sont inexistantes à Cuba ? Parce que ça obligerait à montrer qu'une révolution populaire, même bourgeoise et nationale, est supérieure au capitalisme ? Qu'elle sait creuser des abris et mettre les travailleurs à l'abri ?

EDVIGE OU CRISTINA

Pourquoi s'en prendre à Edvige et ne pas insister sur Cristina ? On pourrait obtenir la suppression totale d'Edvige, en revenant au fichier existant des Renseignements Généraux, que l'essentiel ne serait pas effleuré. Cristina est «secret Défense», échappe au contrôle de la CNIL, c'est le fichier de la DST (défense de la stréte du territoire). Si vous lisez Partisan (n° 220, été 2008), vous savez que c'est le fichier de la DST qui a été distribué aux barbouzes du SAC en 1968, en vue d'interner dans des stations de 52 400 militants. Le renseignement est une composante essentielle de toute guerre. En particulier pour la guerre de classe.

SÉNÉGAL LE NÈGRE ÉTAIT RACISTE !

En ouverture d'un colloque sur les tirailleurs sénégalais, le 17 septembre, Abdoulaye Wade, le président du Sénégal, a tenu à défendre son ami Sarkozy, injustement critiqué pour son fameux discours de Dakar. Ce discours, à la limite du racisme ouvert, méprisant pour «l'homme africain» incapable de «se projeter dans l'avenir», n'a pas été écrit par Sarkozy, a plaidé le président ami du président, mais par son «nègre», Henri Guaino. «Nicolas Sarkozy est un ami de l'Afrique». Sans aucun doute. Total, Bolloré et bien d'autres aiment l'Afrique comme on aime les desserts. Et ces amis de l'ami de Wade sont ses amis, car Wade et la bourgeoisie sénégalaise qu'il représente ont leur part du gâteau...

NPA : «CAMARADE» ?

Les membres du groupe CRI (communiste révolutionnaire internationaliste), déclarés indésirables par la LCR dans le processus de création du NPA, ont été sensibles au qualificatif de «camarade» accordé par la même LCR à l'ancienne proche de Delanoë devenue proche du PCF, Clémentine Autin. Que faudra-t-il pour être camarade du NPA : être «100% à gauche», socialiste-communiste, et surtout pas communiste révolutionnaire internationaliste ? Il y a en effet de quoi se poser des questions.

OUVRIERS TERRORISTES

Menacés de licenciement, les salariés de la papeterie Matussière et Forest ont répandu des chutes de papier dans les rues de Colmar. Les travailleurs d'Authion, à Ponts-de-Cé, ont menacé, eux, de faire sauter leur boîte. A New-Dehli, en Inde, 200 travailleurs, furieux après avoir été licenciés, ont tué leur patron à coups de barres de fer. La classe ouvrière n'a pas seulement besoin de luttes et d'héroïsme, mais aussi d'objectifs, et d'organisation.

OBAMA ET SARKO

Barack Obama a eu cette belle phrase : «Ils voulaient le marché libre, ils ont eu le marché sauvage». On dirait du Sarkozy à Toulon, le 9 octobre : «C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme». Ils sont sur la même longueur d'onde, tous les deux : il faut sauver le capitalisme, contre ses dérivés. Vous voterez pour ça, vous ?

Partisan sur le net : www.vp-partisan.org

CONTACT →

contact@vp-partisan.org

Voie Proletarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Parution du numéro 225 vers le 19 novembre. Envoyez vos articles avant le 3 novembre